

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOCIETE REUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI**

Société anonyme au capital de 8 155 785 €  
Siège social : 5 rue André Lardy – 97 438 Sainte Marie – La Réunion  
313 886 590 – RCS Saint Denis de la Réunion

*Comptes sociaux au 31 décembre 2018 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 2019*

**I. — Bilan**

(en Euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>Au 31.12.18</b>	<b>Au 31.12.17</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Créances sur les établissements de crédit	10 - 11	30 484 605	68 587 845
<i>A vue</i>		30 484 605	68 587 845
Opérations avec la clientèle	8 - 11	85 703 826	68 243 648
<i>Concours à la clientèle</i>		85 703 826	68 243 648
<i>Comptes débiteurs</i>			
Parts dans les entreprises liées		61 378 868	26 803 227
Crédit-bail et location avec option d'achat	12	164 189 342	127 313 712
Location simple	12	17 306 354	17 445 392
Immobilisations incorporelles	9	2 541	832
Immobilisations corporelles	9	357 831	220 612
Autres actifs	13	5 091 875	8 466 614
Comptes de régularisation	14	5 321 545	3 579 944
<b>Total de l'actif</b>		<b>369 836 787</b>	<b>320 661 826</b>

  

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>Après Répartition Au 31.12.18</b>	<b>Au 31.12.18</b>	<b>Au 31.12.17</b>
Dettes envers les établissements de crédit	10 - 11	177 167 842	177 167 842	107 222 216
<i>A vue</i>		253 943	253 943	465 492
<i>A terme</i>		176 913 900	176 913 900	106 756 724
Opérations avec la clientèle	10 - 11	117 654 601	117 654 601	124 995 656
<i>A vue</i>		2 015 869	2 015 869	1 808 039
<i>A terme</i>		115 638 732	115 638 732	123 187 617
Autres passifs	13	14 523 265	14 523 265	11 833 884
Comptes de régularisation	14	6 356 553	6 356 553	8 057 225
Provisions	15	2 033 608	2 033 608	737 552
Fonds pour risques bancaires généraux		419 235	419 235	419 235
Dettes subordonnées	16	0	0	0
Capitaux propres hors FRBG		51 681 682	51 681 682	67 396 059
<i>Capital souscrit</i>	17	8 155 785	8 155 785	8 155 785
<i>Primes de fusion et d'apport</i>	17	38 230 056	38 230 056	45 847 052
<i>Réserves</i>	17	1 347 974	1 347 974	7 537 833
<i>Report à nouveau</i>	17	3 947 867	0	0
<i>Résultat de l'exercice</i>		0	3 947 867	5 855 389
<b>Total du passif</b>		<b>369 836 787</b>	<b>369 836 787</b>	<b>320 661 826</b>

**Hors-bilan**

(en Euros)

	<b>Au 31.12.18</b>	<b>Au 31.12.17</b>
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	5 137 380	2 614 520
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	11 591 015	11 303 150

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés

(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées

**II. — Compte de résultat**

<b>(En Euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>Au 31.12.18</b>	<b>Au 31.12.17</b>
Intérêts et produits assimilés		16 536 145	8 210 145
<i>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit</i>	3	0	3
<i>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle</i>	2	16 536 145	8 210 141

Intérêts et charges assimilées		-1 827 465	-4 068 761
<i>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit</i>	3	-52 596	-9 373
<i>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle</i>	2	-1 774 869	-4 059 389
Revenus des titres à revenu variable		140	0
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	65 571 361	55 841 544
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	-61 065 973	-49 202 735
Produits sur opérations de location simple	2	9 018 515	9 329 294
Charges sur opérations de location simple	2	-7 526 239	-8 271 881
Commissions (produits)	2	4 564 502	4 986 453
Commissions (charges)	2	-3 368 722	-3 520 242
Autres produits d'exploitation	6	4 730 286	3 677 316
Autres charges d'exploitation	6	-3 775 302	-3 873
<b>Produit net bancaire</b>		<b>22 857 247</b>	<b>16 977 260</b>
Charges générales d'exploitation		-20 611 504	-19 584 279
<i>Frais de personnel</i>	6	-7 703 339	-8 127 228
<i>Autres frais administratifs</i>	6	-12 905 015	-11 457 051
<i>Opérations sur instruments financiers</i>	6	-3 151	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-89 386	-122 323
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>2 156 356</b>	<b>-2 729 342</b>
Coût du risque	4	2 211 128	8 552 172
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>4 367 484</b>	<b>5 822 830</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	34 131	32 559
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>4 401 615</b>	<b>5 855 389</b>
Impôt sur les bénéfices	7	-453 748	0
<b>Résultat net</b>		<b>3 947 867</b>	<b>5 855 389</b>

### III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2018 est un bénéfice de 3 947 867,26 euros, et que la réserve légale est pleinement dotée, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice :

- à titre de dividendes pour un montant de : 3 947 867,26 euros, soit un dividende de 7,26 euros par action.

La mise en paiement interviendra dans les 30 jours à compter de l'assemblée générale.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale prend acte, au titre des trois exercices précédents, des informations relatives aux distributions suivantes :

- Il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre des exercices 2016 et 2017,
- L'assemblée générale tenue le 26 février 2018 a décidé la distribution d'une somme de 13 806 854,69 euros (soit 25,30 euros par action), prélevée à hauteur de 7 616 996,00 euros sur le compte « Primes d'apport et de fusion », lequel a ainsi été ramené à 38 230 055,98 euros et à hauteur de 6 189 858,69 euros sur le compte « Autres réserves », lequel a ainsi été ramené à 0 euro ;
- L'assemblée générale annuelle du 30 mai 2018 a décidé la distribution de dividendes d'une somme de 5 855 389,14 euros (soit 10,77 euros par action), par affectation d'égal montant du résultat bénéficiaire.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge d'impôt sur les sociétés de 28 554,66 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

### IV. — Annexe aux comptes sociaux

#### Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

##### 1/ Présentation des comptes

Les comptes individuels de SOREFI ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOREFI S.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

##### 2/ Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements intervenus au cours de l'exercice 2018 sont les suivants :

##### 2.1 Renouvellement des opérations de titrisation privées

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de refinancement, de la recherche de diversification des sources et de réduction des coûts de financement des entités d'Outre-Mer, dont SOREFI, les opérations de titrisation privées initiées en 2017, ont été reconduites au cours de l'exercice 2018 avec de nouvelles conditions. L'objectif est d'accompagner la croissance de la franchise Doms au travers d'outils de financement compétitifs.

## **2.2 Changement dans la gouvernance de la Société**

• À la suite de la démission de M. Alexander Benjamin de son poste d'administrateur en date du 24 juillet 2018, l'assemblée générale a nommé le 25 juillet 2018, sur proposition conjointe du Conseil d'Administration et du Comité des Nominations réuni le 24 juillet 2018, Mme Helen Heslop en qualité de nouvel Administrateur. Mme Helen Heslop est nommée pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

• M. Eric Shehadeh a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et dirigeant effectif en date du 25 juillet 2018. Cette démission s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du groupe Promontoria MMB et des responsabilités additionnelles que M. Eric Shehadeh a été appelé à prendre.

Pour lui succéder, le Conseil a nommé M. Jacques Rouquette pour une durée de trois (3) années, soit jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

M. Jacques Rouquette, en tant que Directeur Général, a la qualité de Dirigeant Effectif au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier.

## **2.3 Intégration fiscale 2018**

A compter du 1er janvier 2018, une nouvelle intégration fiscale a été mise en place avec la société Promontoria MMB comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et Sorefi.

## **2.4 Ouverture d'une nouvelle agence commerciale à Saint-Denis**

La Société a procédé à l'ouverture d'une nouvelle agence commerciale située en centre-ville de Saint-Denis de la Réunion. Avec ce nouvel établissement, la Société opère désormais sur trois sites sur l'île de la Réunion (Saint-Pierre, Saint-Denis et Sainte-Marie).

## **3/ Changement d'estimation comptable**

Au 31 décembre 2018, les principales modalités de détermination du modèle de dépréciations des créances clients ont été mises à jour. La construction du taux de récupération a notamment été actualisé en :

- Prolongeant l'horizon de récupération ;
- Définissant une nouvelle date de départ de constatation des récupérations ;
- En appliquant des courbes de récupérations sur trois segments de produits : Auto Particulier, Auto SME (*Small and Medium Entities*) et Consommation (prêts personnels et crédits revolving)

Ce changement d'estimations comptables a conduit à une reprise de dépréciations d'un montant de 380 688 euros au 31.12.2018 comptabilisé au sein du compte de résultat.

## **4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation**

### **Opérations de crédit-bail et de location simple**

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015, le stock antérieur est amorti sur une durée 4 ans.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

### **Immobilisations temporairement non-louées :**

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

### **Comptabilité financière :**

Pour les besoins de la consolidation du groupe PROMONTORIA MMB, la société SOREFI S.A. réalise une liasse de consolidation en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 8 Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

### **Créances sur la clientèle**

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels ;
- le crédit renouvelable.

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

### **Créances saines**

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

### **Créances douteuses**

SOREFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Niertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Au 31 décembre 2018, le montant des encours restructurés est de 1.904.240 €.

### **Dépréciations**

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps et en tenant compte de la valeur du bien, soit pour les encours composés de petites créances sur une base statistique.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Auto Particuliers »
- Une segmentation « Auto Entreprises »
- Une segmentation de crédit consommation (prêt personnel et crédit revolving).

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

#### **Provision sur portefeuilles homogènes**

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

#### **Provision pour marge financière négative**

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Au 31 décembre 2018, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

#### **Portefeuille titres**

##### ***Participation et parts dans les entreprises liées***

Les titres de participation correspondent aux titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.

Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, leurs cours de bourse et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions pour dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ».

La valeur d'utilité peut notamment être appréciée en tenant compte de projections actualisées de résultat net ou de cash-flow.

##### ***Dettes envers les établissements de crédit***

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

##### ***Comptes créditeurs de la clientèle***

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

##### ***Immobilisations***

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
  - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
  - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

##### ***Fonds pour risques bancaires généraux***

En application des dispositions réglementaires, le fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.) comprend l'ensemble des provisions réglementées non affectées à la couverture d'un risque de perte et prises en compte pour le calcul des fonds propres prudentiels.

##### ***Intérêts et commissions***

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

##### ***Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance***

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires. Un test d'impairment est réalisé à chaque clôture pour valider la cohérence entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'usage, et pour comptabiliser une provision si la valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur nette comptable.

##### ***Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail***

SOREFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,60 % contre 1,45% l'année précédente.

##### ***Crédit d'impôt compétitivité emploi***

Un produit à recevoir au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à 9% des rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 203 274,75 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté en diminution des charges de personnel.

#### *Impôt sur les bénéfices*

A compter du 1er janvier 2018, une nouvelle intégration fiscale a été mise en place avec la société Promontoria MMB comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et Sorefi.

#### **5/ Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'a entraîné la modification des comptes au 31 décembre 2018.

#### **6/ Autres informations**

##### *Consolidation des comptes*

Les comptes de SOREFI S.A. sont consolidés dans le groupe PROMONTORIA MMB par la méthode de l'intégration globale.

##### *Contrôle fiscal*

SOREFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2018.

##### *Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :*

SOREFI S.A. n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

#### **Note 2 : Produits sur concours à la clientèle**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Revenus des opérations de crédit</b>	<b>21 100 646</b>	<b>13 196 594</b>
Intérêts et produits assimilés	16 536 145	8 210 141
Commissions et produits assimilés	4 564 502	4 986 453
<b>Charges des opérations de crédit</b>	<b>-2 029 677</b>	<b>-4 245 372</b>
Intérêts et charges assimilées	-1 774 869	-4 059 389
Commissions et charges assimilées	-254 807	-185 984
<b>Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat</b>	<b>65 571 361</b>	<b>55 841 544</b>
Loyers, indemnités et produits divers	53 478 772	44 610 069
Reprise de provisions	0	65 647
Plus-values de cessions	4 716 642	4 308 802
Récupérations sur créances amorties		
Reprise des dépréciations créances douteuses	7 375 946	6 857 026
<b>Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat</b>	<b>-61 065 973</b>	<b>-49 202 735</b>
Intérêts et charges assimilées	-7 237 058	-5 135 798
Dotation aux amortissements	-45 031 083	-36 063 698
Dotation aux provisions	-5 765 251	-49 056
Moins-values de cessions	-1 179 956	-880 508
Pertes sur créances irrécouvrables	-1 852 626	-7 073 675
Dotation des dépréciations créances douteuses		
<b>Produits sur opérations de location simple</b>	<b>9 018 515</b>	<b>9 329 294</b>
Loyers, indemnités et produits divers	6 959 216	7 055 338
Reprise de provisions	0	0
Plus-values de cessions	1 471 626	1 165 561
Récupérations sur créances amorties	4 265	1 302
Reprise des dépréciations créances douteuses	583 409	1 107 093
<b>Charges sur opérations de location simple</b>	<b>-7 526 239</b>	<b>-8 271 881</b>
Intérêts et charges assimilées	-582 216	-624 651
Dotation aux amortissements	-6 175 314	-6 393 340
Dotation aux provisions	-37 473	0
Moins-values de cessions	-84 964	-121 542
Pertes sur créances irrécouvrables	-221 445	-1 132 135
Dotation des dépréciations créances douteuses	-424 827	-215
<b>Commissions sur apporteurs d'affaires</b>	<b>-3 113 915</b>	<b>-3 334 258</b>
<b>Total</b>	<b>21 954 719</b>	<b>13 313 186</b>

#### **Note 3 : Résultat des opérations financières**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
------------	-------------	-------------

<b>Opérations avec les établissements de crédit</b>	<b>-52 596</b>	<b>-9 369</b>
Intérêts et produits assimilés	0	3
Intérêts et charges assimilées	-52 596	-9 373
<b>Total</b>	<b>-52 596</b>	<b>-9 369</b>

**Note 4 : Détail du coût du risque**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses Clientèle VAC	6 085 529	8 627 286
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	-3 225 173	-8 487 859
Récupération sur créances amorties	703 922	2 079
Dotation pour garanties données	-37 500	
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	-1 315 650	8 410 666
<b>Total</b>	<b>2 211 128</b>	<b>8 552 172</b>

**Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Gains sur actifs immobilisés</b>	<b>34 131</b>	<b>32 559</b>
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	34 131	32 559
<b>Pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	0	0
<b>Total</b>	<b>34 131</b>	<b>32 559</b>

**Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation****Autres produits d'exploitation**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>4 705 811</b>	<b>3 643 769</b>
Produits accessoires	4 705 811	3 643 769
Autres produits divers		
<b>Autres produits d'exploitation non bancaire</b>	<b>24 475</b>	<b>33 547</b>
Produits accessoires		
Autres produits divers		
Reprise Provisions pour risques & charges	24 475	33 547
<b>Total</b>	<b>4 730 286</b>	<b>3 677 316</b>

**Autres charges d'exploitation**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Autres charges d'exploitation bancaire	0,00	0,00
Autres charges diverses		
Autres charges d'exploitation non bancaire	-3 775 302	-3 873
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)	-3 775 302	-1 945
Provisions pour risques & charges	0	-1 928
Autres charges diverses	0	0
<b>Total</b>	<b>-3 775 302</b>	<b>-3 873</b>

**Charges générales d'exploitation**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Frais de personnel	-4 722 208	-5 253 124
Charges de retraite	-425 674	-423 744
Autres charges sociales	-2 189 559	-2 082 491
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-178 220	-133 388
Participation et intéressements des salariés	-187 680	-234 480
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-1 840 180	-2 219 212
Autres frais administratifs	-11 064 835	-9 237 839
Opérations sur instruments financiers	-3 151	
<b>Total</b>	<b>-20 611 504</b>	<b>-19 584 279</b>

**Effectif moyen**



Exercice	Employés	Cadres	Total
2018	55	42	97
2017	56	42	98

**Note 7 : Impôt sur les bénéfices**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Impôt exigible de l'exercice	-453 748	0
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>-453 748</b>	<b>0</b>

**Note 8 : Opérations avec la clientèle**

(En euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Encours sain net</b>	<b>78 702 468</b>	<b>60 337 840</b>
Encours sain	78 702 468	60 337 840
<b>Encours douteux net</b>	<b>7 001 358</b>	<b>7 905 809</b>
Encours douteux	22 377 506	29 367 485
<i>dont compromis</i>	<i>8 372 087</i>	<i>14 639 060</i>
Dépréciation des créances sur la clientèle	-15 376 148	-21 461 677
<i>dont compromis</i>	<i>7 111 296</i>	<i>-13 683 221</i>
<b>Total actif</b>	<b>85 703 826</b>	<b>68 243 648</b>

**Note 8 bis : Passage du bilan social au bilan financier****Justification de la marge financière**

(En Euros)	Social	Financier
<b>Encours sains</b>	<b>178 091 485</b>	<b>185 252 485</b>
Immobilisations nettes ou Capital restant dû (*)	177 891 554	185 133 326
Immobilisation en cours		
Impayés sains	114 106	114 106
ICNE	85 826	5 054
<b>Encours douteux</b>	<b>7 157 921</b>	<b>12 030 291</b>
Capital restant dû	0	4 872 370
Impayés douteux	7 157 921	7 157 921
ICNE		
<b>Dépréciations de créances douteuses</b>	<b>-5 755 252</b>	<b>-5 827 978</b>
<b>Encours nets</b>	<b>179 494 155</b>	<b>191 454 799</b>
<b>Divers</b>		
Marge financière		-13 480 290
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-5 478 191	-3 955 973
Dépréciation de CRD douteux	-51 959	-54 531
Complément de provisions	0	0
Provision pour marge financière négative		
<b>Total</b>	<b>173 964 006</b>	<b>173 964 006</b>

(\*) Le CRD Financier inclus le montant des encours cédés aux fonds de titrisation

**Note 8 ter : Dépréciation d'actif**

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Créances douteuses	21 461 678	12 293 497	-18 379 025	15 376 149
<i>dont compromis</i>	<i>16 486</i>	<i>13 828</i>	<i>-16 486</i>	<i>13 828</i>
<b>Total</b>	<b>21 461 678</b>	<b>12 293 497</b>	<b>-18 379 025</b>	<b>15 376 149</b>

Crédit-bail et location avec option d'achat	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Créances douteuses	7 404 499	5 352 262	-7 375 946	5 380 815
<i>dont compromis</i>	<i>5 233</i>	<i>9 552</i>	<i>-5 235</i>	<i>9 550</i>
Immobilisations	300 882	412 989		713 871
<b>Total</b>	<b>7 705 381</b>	<b>5 765 251</b>	<b>-7 375 946</b>	<b>6 094 686</b>

Location simple	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
Créances douteuses	584 977	424 827	-583 409	426 396
<i>dont compromis</i>	<i>215</i>	<i>890</i>	<i>-215</i>	<i>890</i>
Immobilisations	7 205	37 473		44 678

<b>Total</b>	<b>592 182</b>	<b>462 300</b>	<b>-583 409</b>	<b>471 074</b>
--------------	----------------	----------------	-----------------	----------------

**Autre dépréciation d'actif**

<b>Opérations avec la Clientèle</b>	<b>Au 31.12.17</b>	<b>Dotation</b>	<b>Reprise</b>	<b>Au 31.12.18</b>
Provision débiteurs divers Apporteurs	0			0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 9 : Immobilisations**

(En Euros)	Valeur nette au 31.12.17	Valeur brute au 31.12.17	Variation 2018	Valeur brute au 31.12.18	Amortissements ou provisions cumulés au 31.12.18	Valeur nette au 31.12.18
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>832</b>	<b>42 303</b>	<b>3 150</b>	<b>45 453</b>	<b>-42 912</b>	<b>2 541</b>
- Exploitation	832	42 303	3 150	45 453	-42 912	2 541
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>220 612</b>	<b>1 771 868</b>	<b>225 164</b>	<b>1 997 032</b>	<b>-1 639 201</b>	<b>357 831</b>
- Exploitation	220 612	1 771 868	225 164	1 997 032	-1 639 201	357 831
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0
<b>Immobilisations financières</b>	<b>26 803 227</b>	<b>26 803 227</b>	<b>34 575 641</b>	<b>61 378 868</b>	<b>0</b>	<b>61 378 868</b>
- Titres de participation	26 803 227	26 803 227	34 575 641	61 378 868	0	61 378 868

**Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité**

(En Euros)	Dettes et créances rattachées		Autres éléments non ventilables (1)		Moins de trois mois (2)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Actif</b>								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	0	0	30 484 605	68 587 845			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	250 331	324 441	7 278 703	8 346 904	3 411 855	4 928 367	17 245 238	16 822 857
<b>Passif</b>								
Dettes envers les établissements de crédit			1 567 842	1 222 216	10 000 000	10 000 000	63 600 000	28 400 000
Comptes créditeurs de la clientèle			2 018 417	1 500 283	1 722 299	3 318 753	3 209 400	42 941 193
Emprunts subordonnés	0	0	-	-			-	-

(1) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(2) Y compris les comptes à vue.

(En Euros)	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Actif</b>						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	30 484 605	68 587 845
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	52 178 259	35 647 537	5 339 440	2 173 477	85 703 826	68 243 583
<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	102 000 000	67 600 000	-	-	177 167 842	107 222 216
Comptes créditeurs de la clientèle	103 652 246	77 138 562	7 052 239	96 866	117 654 601	124 995 656
Emprunts subordonnés	-	-	0	0	0	0

**Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations**

(En Euros)	Au 31.12.18		Au 31.12.17	
	<b>Total</b>	<b>Dont entreprises liées (1)</b>	<b>Total</b>	<b>Dont entreprises liées (1)</b>
<b>Actif</b>				
Créances sur les établissements de crédit	30 484 605	29 863 970	68 587 845	64 502 820
Créances sur la clientèle	85 703 826		68 243 583	
Autres actifs	5 091 875		8 466 614	
Comptes de régularisation	5 321 545	1 273 955	3 579 944	910 890
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	177 167 842	176 913 900	107 222 216	106 756 724
Comptes créditeurs de la clientèle	117 654 601	115 638 732	124 995 656	123 187 617
Autres passifs	14 523 265	3 555 613	11 833 884	3 276 794
Comptes de régularisation	6 356 553		8 057 225	
<b>Hors bilan</b>				
Engagements reçus	11 591 015	0	11 303 150	0
Engagements donnés	5 137 380	0	614 520	0

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable

**Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple**

(En Euros)	<b>Crédit-bail et location avec option d'achat</b>	<b>Location simple</b>
------------	--	------------------------

	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Immobilisations nettes</b>				
Immobilisations (1)	161 957 019	126 344 229	16 790 858	17 050 987
- Dépréciations des encours	-713 871	-300 882	-44 678	-7 205
- Décote / encours racheté	-97 774	-536 413	0	-10 146
<b>Créances rattachées</b>				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	3 043 968	1 813 984	560 174	404 551
<b>Total</b>	<b>164 189 342</b>	<b>127 320 917</b>	<b>17 306 354</b>	<b>17 438 187</b>

## (1) Immobilisations

(En Euros)	Valeur nette au Au 31.12.17	Valeur brute au Au 31.12.17	Variation 2018	Valeur brute au Au 31.12.18	Amortissements cumulés au Au 31.12.18	Valeur nette au Au 31.12.18
Crédit-bail	126 344 229	198 742 208	49 708 342	248 450 550	-86 493 530	161 957 019
Location simple	17 050 987	29 989 300	-653 159	29 336 140	-12 545 282	16 790 858

## (2) Comptes débiteurs de la clientèle

(En Euros)	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.18	Au 31.12.17	Au 31.12.18	Au 31.12.17
<b>Créances saines nettes</b>	<b>2 045 428</b>	<b>1 027 299</b>	<b>439 855</b>	<b>309 485</b>
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>998 540</b>	<b>786 685</b>	<b>120 319</b>	<b>95 066</b>
Créances douteuses	6 379 354	8 191 184	546 714	680 043
dont compromis	6 190 743	7 972 494	517 741	618 211
Dépréciation des créances	-5 380 815	-7 404 499	-426 396	-584 977
dont compromis	5 295 163	-7 178 297	412 566	-557 688
<b>Total</b>	<b>3 043 968</b>	<b>1 813 984</b>	<b>560 174</b>	<b>404 551</b>

## Note 13 : Autres actifs et autres passifs

## Autres actifs

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Dépôts et cautions versées	3 177 623	3 852 541
Etat & collectivités publiques	1 623 057	4 121 852
Fournisseurs Débiteurs	284 753	13 581
Divers	6 441	478 640
<b>Total</b>	<b>5 091 875</b>	<b>8 466 614</b>

## Autres passifs

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Dépôts de garantie reçus sur location	38 818	33 299
Etat et collectivités publiques	1 794 340	1 342 285
Assurances et entretien	461 828	418 408
Apporteurs et partenaires	3 810 315	3 184 786
Organismes sociaux & Personnel	2 019 664	2 613 880
Divers	6 398 299	4 241 227
<b>Total</b>	<b>14 523 265</b>	<b>11 833 884</b>

## Note 14 : Comptes de régularisation

## Actif

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Valeurs reçues à l'encaissement	0	0
Charges constatées d'avance		
• Produits à recevoir	1 989 312	2 873 886
• Apporteurs	585 581	597 236
• Agios payés d'avance	0	0
• Autres charges payées d'avance	61 711	3 433
• Divers	2 684 941	105 388
<b>Total</b>	<b>5 321 545</b>	<b>3 579 944</b>

## Passif

	Au 31.12.18	Au 31.12.17
--	-------------	-------------

Produits constatés d'avance sur opérations de location	5 477 871	6 123 826
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit	320	371
Charges à payer		
• Fournisseurs	2 347	386 997
• Personnel		
• Charges fiscales		
Compte de régularisation divers	876 016	1 546 031
<b>Total</b>	<b>6 356 553</b>	<b>8 057 225</b>

**Note 15 : Détail des provisions**

Provisions au passif	Au 31.12.17	Dotation	Reprise	Au 31.12.18
<b>Provisions non bancaires</b>				
Provisions pour charges *	737 552	8 711	-65 804	680 459
Provisions pour risques	0	37 500	0	37 500
Provisions pour risques - apporteurs	0			0
<b>Provisions bancaires</b>				
Impayés	0			0
Encours				0
Provision Passive	0	1 315 650		1 315 650
<b>Total</b>	<b>737 552</b>	<b>1 361 860</b>	<b>-65 804</b>	<b>2 033 608</b>

\* *Les provisions pour charges comprennent notamment :*

*La provision pour médaille du travail pour 293 902 €*

*La provision pour Indemnités de Fin de Carrière pour 332 977 €*

*Ces 2 dernières provisions sont déterminées par un cabinet d'actuaire extérieur "Mercer" selon les règles comptables en vigueur.*

*Ces provisions sont actualisées annuellement.*

**Note 16 : Dettes subordonnées**

(En Euros)	Au 31.12.18	Au 31.12.17
Néant	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 17 : Tableau de variation de la situation nette**

(En milliers d'Euros)	Capital (1)	Réserve légale	Réserve générale	Autres réserves	Report à nouveau	Primes de fusion et d'apport	Résultat	Total des capitaux propres
Ouverture après affectation du résultat de 2013	12 294	738	1 148		27 650	90 956	7 716	140 502
<b>2014</b>							6 339	
<b>Résultat de l'année 2014</b>							6 339	66 835
Capitaux propres avant affectation	12 294	738	119		132	47 213	6 339	66 835
Affectation du résultat 2014					6 339		-6 339	
<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>12 294</b>	<b>738</b>	<b>119</b>		<b>6 471</b>	<b>47 213</b>	<b>0</b>	<b>66 835</b>
<b>2015</b>							5 972	
<b>Résultat de l'année 2015</b>							5 972	71 736
Capitaux propres avant affectation	12 294	738	119		6 471	47 213	5 972	71 736
Affectation du résultat 2015		492			5 480		-5 972	
<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>12 294</b>	<b>1 229</b>	<b>119</b>		<b>11 951</b>	<b>47 213</b>	<b>0</b>	<b>66 835</b>
<b>2016</b>							-708	
<b>Résultat de l'année 2016</b>							-708	72 099
Capitaux propres avant affectation	12 294	1 229	119		11 951	47 213	-708	72 099
Affectation du résultat 2016					-708		708	
<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>12 294</b>	<b>1 229</b>	<b>119</b>		<b>11 243</b>	<b>47 213</b>	<b>0</b>	<b>72 099</b>
<b>2017</b>							5 855	
<b>Résultat de l'année 2017</b>							5 855	67 396
Capitaux propres avant affectation	8 156	1 229	119	6 190	0	45 847	5 855	67 396
Affectation du résultat 2017							-5 855	
<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>8 156</b>	<b>1 229</b>	<b>119</b>	<b>6 190</b>	<b>0</b>	<b>45 847</b>	<b>0</b>	<b>61 541</b>
<b>2018</b>							3 948	
<b>Résultat de l'année 2018</b>							3 948	51 682
Capitaux propres avant affectation	8 156	1 229	119	0	0	38 230	3 948	51 682
Affectation du résultat 2018							-3 948	
<b>Capitaux propres après affectation</b>	<b>8 156</b>	<b>1 229</b>	<b>119</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38 230</b>	<b>0</b>	<b>47 734</b>

(En milliers d'Euros)	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions
Ouverture après affectation du résultat de 2013		819 617	171	
<b>2014</b>				
<b>Résultat de l'année 2014</b>				

2015	Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
	Affectation du résultat 2014				0
	<b>Capitaux propres après affectation</b>		<b>819 617</b>	<b>82</b>	
	<b>Résultat de l'année 2015</b>				
2016	Capitaux propres avant affectation		819 617	82	0
	Affectation du résultat 2015				
	<b>Capitaux propres après affectation</b>		<b>819 617</b>	<b>82</b>	
	<b>Résultat de l'année 2016</b>				
2017	Capitaux propres avant affectation		819 617	82	0,00
	Affectation du résultat 2016				
	<b>Capitaux propres après affectation</b>		<b>819 617</b>	<b>88</b>	
	<b>Résultat de l'année 2017</b>				
2018	Capitaux propres avant affectation		543 719	124	0,01
	Affectation du résultat 2017	5 855			
	<b>Capitaux propres après affectation</b>		<b>543 719</b>	<b>113</b>	
	<b>Résultat de l'année 2018</b>				
	Capitaux propres avant affectation		543 719	95	0,01
	Affectation du résultat 2018	3 948			
	<b>Capitaux propres après affectation</b>		<b>543 719</b>	<b>88</b>	

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que SOREFI est détenue à hauteur de 99,99% par MyMoneyBank et est consolidée par intégration globale dans les états financiers de PROMONTORIA MMB

### Immobilisations au 31 décembre 2018

Désignation	Immobilisations				Amortissements				Valeurs nettes comptables
	Valeurs brutes Début exercice	Mouvements 2018		Valeurs brutes Fin d'exercice	Montant Début exercice	Mouvements 2018		Montants Fin d'exercice	
		Acquisitions	Cessions			Dotations	Dépéciations		
Crédit bail / loa	198 742 208	101 304 189	51 595 847	248 450 550	72 397 979	45 031 083	30 935 532	86 493 530	161 957 019
Location simple	29 989 300	8 549 409	9 202 568	29 336 140	12 938 312	6 175 314	6 568 345	12 545 282	16 790 858
<b>Biens loués</b>	<b>228 731 507</b>	<b>109 853 598</b>	<b>60 798 415</b>	<b>277 786 690</b>	<b>85 336 291</b>	<b>51 206 397</b>	<b>37 503 876</b>	<b>99 038 812</b>	<b>178 747 878</b>
Programmes informatiques	42 303	3 150	0	45 453	41 470	1 442		42 912	2 541
<b>Immob incorporelles</b>	<b>42 303</b>	<b>3 150</b>	<b>0</b>	<b>45 453</b>	<b>41 470</b>	<b>1 442</b>	<b>0</b>	<b>42 912</b>	<b>2 541</b>
Terrains									
Bureaux									
Amenagt/ terrain chaudron									
Matériel et outillage	1 389 973	109 084	34 629	1 464 428	1 272 276	65 693		1 337 968	126 459
Agencets instal bureau	381 896	150 709		532 605	278 981	22 252		301 233	231 372
<b>Immob corporelles</b>	<b>1 771 868</b>	<b>259 793</b>	<b>34 629</b>	<b>1 997 032</b>	<b>1 551 256</b>	<b>87 945</b>	<b>0</b>	<b>1 639 201</b>	<b>357 831</b>
<b>Immob d'exploitation</b>	<b>1 814 171</b>	<b>262 943</b>	<b>34 629</b>	<b>2 042 485</b>	<b>1 592 727</b>	<b>89 386</b>	<b>0</b>	<b>1 682 113</b>	<b>360 372</b>
Terrain									0
Constructions									0
Agencets & mobilier									0
<b>Immob hors exploitation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total biens propres</b>	<b>1 814 171</b>	<b>262 943</b>	<b>34 629</b>	<b>2 042 485</b>	<b>1 592 727</b>	<b>89 386</b>	<b>0</b>	<b>1 682 113</b>	<b>360 372</b>

### Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Exercice	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	12 294 255	12 294 255	12 294 255	8 155 785	8 155 785
Nombre des actions ordinaires existantes	819 617	819 617	819 617	543 719	543 719
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	65 747 818	65 642 979	67 270 582	63 649 966	74 419 594
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	9 660 595	8 459 433	1 994 072	6 212 192	4 678 681
Impôt sur les bénéfices	244 235	33 702	131 345	122 323	89 386
Participation des salariés due au titre de l'exercice	2 812 819	3 272 276	2 373 790	0	453 748
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	264 056	252 113	196 904	234 480	187 680
dont plus-values nettes à long terme	6 339 485	4 901 342	-707 967	5 855 389	3 947 867
Résultat distribué	-	-	-	-	-
	80 006 458			5 855 389	3 947 867

<b>Résultat par action</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	8	6	-1	11	7
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	8	6	-1	11	7
Dividende net attribué à chaque action	98	0	0	11	7
Avoir fiscal					
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	115	115	94	98	97
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 794 950	4 682 366	4 969 768	5 253 124	4 722 208
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales, .....)	2 568 556	2 484 567	2 559 391	2 506 235	2 615 232

(1) Avoir fiscal en fonction de la législation en vigueur

## V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

### Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Assemblée générale de SOREFI S.A,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOREFI S.A relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

##### Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société SOREFI S.A décrite dans la note 1 de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en oeuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article 0.441-4 du code de commerce.

#### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code

de commerce.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 6 mai 2019

**KPMG S.A**

Fabrice Odent  
*Associé*

#### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société